

Face à la crise mondiale, l'Afrique tire plutôt bien son épingle du jeu

PAR XAVIER HAREL

L'Afrique n'est évidemment pas épargnée par la crise. Mais elle tire plutôt bien son épingle du jeu. Alors que pas un seul pays membre de l'OCDE n'échappera cette année à la récession, l'économie de l'Afrique croîtrait de 2,8 % en 2009 et de 4,5 % en 2010, selon l'OCDE. « Non seulement le différentiel de croissance entre le continent africain et les pays riches reste positif, mais il s'accroît », relève le chef économiste du centre de développement de l'OCDE, Javier Santino, lors d'un forum économique international

qui s'est tenu à Bercy. « L'Afrique est même le troisième contributeur à la croissance mondiale en 2009, après la Chine et l'Inde », souligne Acha Leke, du cabinet McKinsey & Company.

Après quatre années de croissance à plus de 5 %, elle affiche des fondamentaux relativement solides qui lui permettent d'absorber le choc actuel dans de meilleures conditions que par le passé. Les finances publiques sont globalement saines, avec un excédent de 2,8 % du PIB en 2008 contre un déficit de 1,4 % sur la période 2000-2005. Les allègements de dette consentis depuis le début de la décennie ont permis de ramener l'endettement extérieur du continent de

110 points de PIB en 2005 à 21 points aujourd'hui. Résultat, les États ne consacrent en moyenne plus que 4,7 % de leur PIB au service de la dette contre 20,8 % en 2005.

■ DÉCUPLEMENT DES ÉCHANGES

« Par ailleurs, la part accrue des pays émergents d'Asie et d'Amérique latine dans les partenariats commerciaux et le développement réduit la dépendance du continent aux résultats économiques des pays de l'OCDE », souligne l'organisation. Les échanges commerciaux entre l'Afrique et la Chine ont décuplé depuis 2001 pour atteindre 100 milliards de dollars en 2008. Et de grandes entreprises d'envergure continentales apparaissent au Nigeria, en Afrique du Sud, en Égypte, au Maroc. La fusion en cours entre l'indien Barti et le sud-africain MTN pourrait donner naissance à un géant des télécoms fort de 200 millions d'abonnés en Afrique et en Asie, dégagant un chiffre d'affaires de 20 milliards de dollars.

« Les économies africaines les plus durement touchées

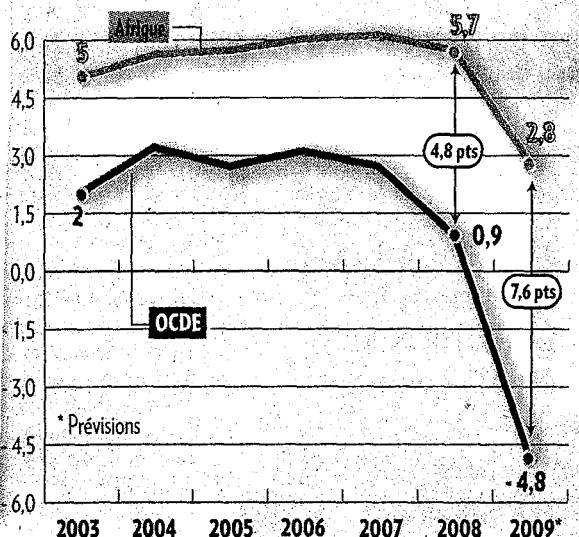
sont celles qui dépendent dans une large mesure des exportations de produits de base », souligne l'OCDE. Le consultant Acha Leke remarque toutefois que la flambée des matières premières des dernières années explique seulement un sixième des performances du continent africain depuis le début de la décennie. C'est surtout l'investissement, la consommation et les dépenses publiques en infrastructures

qui ont soutenu le développement des dernières années.

Lionel Zinsou, membre du comité exécutif de PAI Partners, relève pour sa part que le ralentissement de la croissance est un terreau fertile pour les crises sociales et politiques. « L'indice

de l'OCDE sur les troubles politiques en Afrique a beaucoup progressé ces deux dernières années », note-t-il. Certaines communautés étrangères, notamment en Afrique australe, pourraient devenir la cible de la vindicte populaire. ■

La croissance comparée de l'Afrique et de la zone OCDE Variations annuelles du PIB, en %

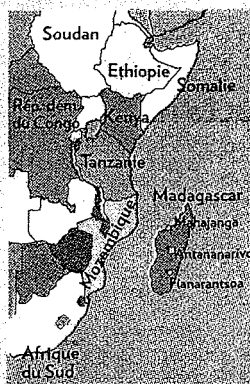


LA MOITIÉ DES DONS FRANÇAIS POUR 14 PAYS AFRICAINS

Les ministres de la Coopération du G8 se retrouvent jeudi et vendredi à Rome pour donner du corps aux engagements pris lors du G20 de Londres. « L'idée est d'avoir une approche globale de l'aide publique au développement en prenant en compte les transferts de la diaspora, les dons, les prêts concessionnels, les financements innovants et la question de la sécurité », explique le secrétaire d'État français à la Coopération, Alain Joyandet.

Le Comité interministériel de coopération internationale et du développement (Cicid) a pour sa part adopté une liste de « 14 pays pauvres prioritaires » d'Afrique subsaharienne qui recevront la moitié des dons de la France. Parmi les pays bénéficiaires on trouve le Bénin, le Burkina Faso, Madagascar, le Sénégal, le Tchad ou bien encore le Togo. L'objectif de porter l'aide française à 0,7 % du PIB en 2015 a été réaffirmé. X.H.

LA GUERRE DES CHEFS MINE L'ÉCONOMIE MALGACHE



La guerre des chefs se poursuit à Madagascar, menaçant de plonger dans le marasme l'économie. Le président évincé Marc Ravalomanana juge « sans valeur » sa condamnation la semaine dernière à quatre ans de prison pour son rôle dans l'acquisition par l'État malgache d'un Boeing 737-700 fin 2008. Le jeune Andry Rajoelina, qui a pris le pouvoir le 17 mars dernier, s'oppose farouchement à son retour. « S'il met le pied sur le territoire, le mandat d'arrêt sera exécuté », a mis en garde sa ministre de la Justice. Résultat, le pays est plus isolé que jamais, les grands pays et l'Union africaine considérant le changement de régime comme un « coup d'État ». Un environnement guère propice aux affaires qui « risque de compromettre les perspectives de croissance en interrompant les flux touristiques, les investissements étrangers et l'aide au développement », s'inquiète l'OCDE. L'île dépend cruellement de l'aide internationale qui représentait plus du quart des recettes publiques en 2008. X. H.